

**SAMIR AMIN (REV 2 long) Janvier 2012**

### **L'aristocratie financière et son clergé médiatique**

J'ai emprunté ce titre à une phrase que j'ai entendu prononcée au colloque du M'PEP organisé en octobre 2011. Je pense que l'idée qu'elle exprime valait la peine d'être développée.

Un parallèle saisissant me paraît en effet s'imposer entre notre monde d'aujourd'hui et l'état de la France à la veille de 1789. Alors le pouvoir décisif était celui de l'aristocratie foncière (la noblesse, rangée derrière son Roi). Aujourd'hui c'est celui de la « ploutocratie » financière aux postes de commande dans le capitalisme des monopoles généralisés. Ce pouvoir était servi par une « noblesse de robe » - une bourgeoisie drapée dans les habits de l'aristocratie. Aujourd'hui le pouvoir des monopoles est servi par une « classe politique » constituée de véritables débiteurs (y compris au sens financier banal du terme), où se retrouvent associés les politiciens de la droite classique et de la gauche électorale. A son tour le pouvoir politique aristocratique/monarchiste de l'Ancien Régime était soutenu par un clergé (catholique en France) dont la fonction était de lui donner l'apparence de légitimité par le développement d'une rhétorique casuistique appropriée. Aujourd'hui les médias sont chargés de cette fonction. Et la casuistique qu'ils développent pour y parvenir et donner l'apparence de légitimité au pouvoir dominant en place est caractéristique des méthodes traditionnelles mises en oeuvre par les clergés religieux.

Le papier développe cette analyse concernant le « clergé médiatique » contemporain. La question de la « noblesse de robe » que la classe politique d'aujourd'hui représente pourrait faire l'objet d'un traitement parallèle.

#### **Le pouvoir médiatique existe-t-il ?**

Un regard rapide sur la réalité du monde, à toutes ses époques, révélerait la coexistence de pouvoirs multiples. Par exemple dans notre monde moderne le pouvoir économique des grandes entreprises et les pouvoirs politiques – législatifs exécutif, judiciaire – exercés dans un cadre institutionnel défini, « démocratique » ou non. Par exemple les pouvoirs que les idéologies et les croyances (religieuses entre autre) exercent sur les peuples. Par exemple enfin le pouvoir des médias qui diffusent les informations, les sélectionnent, les commentent.

La reconnaissance de cette pluralité relève de la banalité extrême. Car la vraie question qui doit être posée est la suivante : comment ces pouvoirs, dans leur diversité, s'organisent pour se compléter dans leurs effets de construction du tissu social, ou au contraire entrent en conflit sur ce terrain. Bien entendu la réponse à cette question ne peut être que concrète, c'est-à-dire concerner une société de donnée à un moment donné de son histoire. Les réflexions qui suivent concernent l'articulation entre les pouvoirs médiatiques et les autres dimensions des pouvoirs sociaux dans le capitalisme contemporain.

Un mot encore concernant le pouvoir médiatique. Une littérature abondante s'emploie à analyser, parmi les qualifications diverses de l'être humain celle de son caractère d'**homo comunicans**. On tend par là que le volume et l'intensité des informations auxquels l'homme

moderne a accès, sans commune mesure dit-on avec ce qu'ils étaient dans le passé, auraient véritablement transformé l'individu et la société. C'est peut être aller un peu vite car, depuis les origines, l'être humain se définit précisément par l'usage de la parole, moyen de communication par excellence. Il reste que l'affirmation de ces propositions concernant le volume et l'intensité de l'information est par elle même correcte et qu'elle donne de ce fait aux médias qui sont à son origine une puissance et une responsabilité, morale, politique et sociale décuplées. Mais cette constatation n'élude pas la question fondamentale posée : comment s'articule ce pouvoir avec les autres.

### **Le pouvoir médiatique dans le capitalisme contemporain, mythe et réalités**

Le pouvoir médiatique, pas plus que les autres, n'est pas – n'a jamais été, ne peut pas être – « indépendant ». Je n'entends certainement pas par là qu'il est « aux ordres », l'exécutif d'un autre pouvoir (politique, religieux ou économique). Non le pouvoir médiatique peut être – et même est – largement autonome. J'entends par là qu'il est soumis dans son fonctionnement à l'autonomie de la logique qui est la sienne, et qui est distincte des logiques de reproduction des autres pouvoirs. C'était le cas des modes de fonctionnement du clergé catholique dans la France de l'Ancien Régime, comme de tous les autres clergés religieux de l'époque. C'est aujourd'hui le cas des modes de fonctionnement du nouveau clergé médiatique.

Cette autonomie des médias se manifeste également par ses règles propres de déontologie. Et dans ce sens, s'il existe des médias « aux ordres », il en existe tout également qui ne le sont pas. Néanmoins cette autonomie – vantée par l'idéal démocratique sinon toujours sa pratique – n'est pas synonyme d'indépendance, qui est un concept absolu, alors que l'autonomie implique l'articulation (l'interdépendance) entre les différents pouvoirs, dont le médiatique. La question de cette articulation reste donc centrale, incontournable.

Or je prétends que dans le capitalisme contemporain (celui dans lequel nous vivons tous depuis, disons, une quarantaine d'années) un pouvoir suprême tend à s'imposer à tous les autres, qu'il subordonne en les articulant aux exigences de son propre déploiement. Je parle bien entendu d'une tendance – forte – et non d'un état de fait accompli. Car les résistances au déploiement de cette tendance sont puissantes et peut être même se renforcent-elles au fil du temps.

Le pouvoir suprême auquel je fais référence ici est celui des « monopoles généralisés, mondialisés et financiarisés ». Je renverrai le lecteur pour plus de précision concernant chacune de ces qualifications à mon ouvrage récent (*La crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, Le Temps des Cerises 2008 ).

Pour faire court je dirai qu'il s'agit d'un pouvoir économique et que ce pouvoir est le produit d'une évolution qui a conduit à une centralisation extrême de la propriété et de la gestion du capital, sans commune mesure avec ce qu'elle était encore il y a un demi siècle. Ces monopoles (ou oligopoles si vous voulez) contrôlent directement ou indirectement **l'ensemble** des systèmes productifs (et cela est **nouveau**) et cela non pas seulement à l'échelle des centres capitalistes traditionnels dominants (les pays « les plus développés », rassemblés dans la

triade Etats Unis/Europe/Japon) mais tout également à l'échelle mondiale. Certes ici cette tendance – qui se concrétise par des stratégies d'action économique et politique – se heurte à la résistance des pays émergents (la Chine et quelques autres).

Cette transformation **qualitative** a réduit l'espace d'autonomie relative dont bénéficiait traditionnellement le pouvoir politique dans la triade concernée (laquelle autonomie donnait son sens et sa portée à la « démocratie bourgeoise », les visions de la vie, les idées courantes, les « consensus » voire même les conceptions religieuses, en un mot « l'air du temps »).

Autrement dit ce qui est en construction ce n'est pas comme on le dit vulgairement « une économie de marché », mais bel et bien une « société de marché ».

Dans ce cadre les médias – tout comme le politique – voient les espaces de leur autonomie relative rognés. Sans devenir nécessairement des instruments « aux ordres », ils se trouvent invités (et contraints) à remplir des **fonctions** utiles et nécessaires pour assurer le succès du déploiement du pouvoir suprême des monopoles généralisés.

Nous ne vivons donc pas un moment d'**avancées démocratiques** mais au contraire nous assistons à sa **défiguration** et au **recul de la démocratie**. Le citoyen capable d'appréhender la réalité est soumis à un bombardement qui le dépolitise or il n'y a pas de démocratie sans citoyens politisés, de ce fait capables d'imagination créatrice, de production d'**alternatives** cohérentes et différentes. On lui substitue l'individu passif (dépourvu donc de toute liberté authentique) réduit au statut de consommateur/spectateur. On lui propose de s'aligner sur un **consensus**, en réalité un faux consensus qui n'est que la traduction des exigences du pouvoir suprême et exclusif des monopoles généralisés. L'élection tourne à la farce dans laquelle s'affrontent des « candidats » (dont le style présidentiel de l'organisation du pouvoir accuse le caractère « para-personnel ») alignés sur ce même consensus. Le stade suprême de la farce est désormais atteint dès lors que des « agences de notation » (c'est-à-dire des employés de ces mêmes monopoles) tracent les frontières de ce qui serait « possible ».

Or, hélas, les médias dominants participent activement à la distillation de cette **pensée unique**, le contraire absolu de la **pensée critique**. Certes ils ne le font pas en pratiquant le **mensonge**. Les médias respectables s'en gardent bien. Mais ils sélectionnent et leurs commentaires s'inscrivent dans ce qu'on attend d'eux. Leur autonomie se réduit alors à la mise en œuvre d'une **casuistique** fonctionnelle pour légitimer l'ordre en place. C'est donc ce sens que je prétends que le pouvoir de **l'aristocratie financière** appelle en complément celui du **clergé médiatique**. On pourrait multiplier les exemples de cette casuistique, qui permet de présenter un juge criminel (celui qui en Lybie avait condamné à mort les infirmières bulgares) comme un champion de la démocratie ; de placer au devant de la scène du front « démocratique » arabe le sultan de Qatar et le Roi d'Arabie Séoudite. Pourrait-on imaginer une farce plus accomplie !

Exemple de la casuistique du clergé médiatique : la question des interventions (militaires, humanitaires, sanctions économiques etc) des puissances impérialistes dans les affaires des pays du Sud. Il est interdit d'ouvrir le débat sur les objectifs réels de ces interventions, comme

l'accès aux ressources naturelles des pays en question, ou l'établissement de bases militaires. Il faut accepter à l'avance que les motifs invoqués par les puissances sont les seules raisons de leurs interventions. S'agissant de « pouvoirs démocratiques » il faut les croire sur parole : les « démocrates » ne mentent pas ! Il faut accepter de croire – ou faire semblant de croire – que ces interventions sont décidées par la « communauté internationale », étant entendu qu'il est interdit de rappeler que celle-ci n'est représentée par personne d'autre que l'ambassadeur des Etats Unis, suivi dans les minutes qui suivent par ceux de ses alliés subalternes de l'Union Européenne/Otan, parfois soutenu par quelques comparses, comme le Qatar ! Il faut croire, ou faire semblant de croire, que les objectifs réels de l'intervention sont ceux dans lesquels se drapent les interventionnistes : libérer un peuple d'une dictature sanglante, promouvoir la démocratie, venir en aide « humanitaire » aux victimes de la répression. Les médias acceptent d'emblée de se situer dans ce cadre d' « analyse » (en fait de **non analyse** de la réalité). On acceptera alors de discuter pour savoir si les objectifs proclamés ont été atteints ou pas, s'il y a eu « bavures », si des obstacles « imprévus » ont empêché d'atteindre les objectifs. Belle casuistique qui évite de porter le débat sur son terrain réel : quels sont les objectifs véritables de ces interventions.

### **Des médias travaillant à la re-politisation des citoyens, sont nécessaires**

Dans la Révolution française des représentants du « bas clergé » s'étaient désolidarisés des hiérarchies débitrices de l'aristocratie de l'époque pour contribuer à la construction du nouveau citoyen doté d'une capacité de pensée critique réelle. Un processus analogue se dessine peut être dans les médias contemporains. Sans doute les militants du renouveau des médias authentiquement démocratiques sont-ils confrontés à la concurrence inégale des « grands médias », bénéficiaires de moyens financiers fabuleux. On ne peut donc ici que saluer – et soutenir – les contributions de cette minorité.

Un pouvoir médiatique honorable conçoit sa responsabilité comme celle de citoyens indépendants et politisés, contribuant par là même à la construction de ce que j'ai appelé, avec les collègues du *Forum Mondial des Alternatives*, **la convergence des luttes dans le respect de leur diversité**. Il ne s'agit pas de substituer à une pensée unique – celle qui s'emploie à légitimer les pratiques des monopoles généralisés – une « autre pensée unique ». Il ne s'agit pas non plus de « juxtaposer » des pensées et des projets divers qualifiés d'emblée d'également légitimes. Il s'agit, par un travail patient et continu, de contribuer au développement de la pensée critique, capable de ce fait, de donner un sens aux luttes sociales et politiques qui s'inscrivent dans la perspective d'émancipation des esprits et des êtres humains, pris dans leur individualité et dans les collectifs qu'ils créent par leurs luttes. La diversité en question ne concerne pas exclusivement le choix des champs de bataille, forcément spécifiques. Elle concerne tout autant l'appréciation des instruments de la théorie sociale proposée pour l'approfondissement de l'analyse du monde réel. Elle concerne aussi le sens donné par les uns et les autres à la perspective d'émancipation recherchée.

Alors et alors seulement les médias peuvent acquérir un pouvoir responsable qui doit leur être reconnu dans la recherche et la définition des objectifs immédiats des luttes et dans celle de la perspective à plus long terme dans lesquelles celles-ci veulent s'inscrire.